

## MALI

## Forcing pour une intervention militaire

*L'option d'une intervention militaire au Mali, souhaitée par les pays de l'Afrique de l'Ouest mais que le Conseil de sécurité de l'ONU, saisi, n'a pas approuvée, n'est pas définitivement écartée. Si elles manquent à peine de la réclamer, la France et le Tchad l'estiment non seulement probable mais fort inéluctable. Le MNLA, un tant soit peu déclassé par l'accélération des événements, y souscrit à condition d'y être associé.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Quasi simultanément, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, et le président tchadien, Idriss Deby Itno, ont disserté jeudi sur la levée d'une force d'intervention militaire comme solution idoine à la crise malienne. Une crise ouverte sur l'inconnu, puisque le pays, fractionné en deux depuis plusieurs mois, vit en même temps avec son territoire du Nord, l'Azawad, contrôlé en grande partie par des organisations terroristes et des mouvements islamistes radicaux. Laurent Fabius, qui est attendu à Alger en début de semaine, a averti jeudi que l'usage de la force dans le nord du Mali était probable à un moment ou à un autre, insistant pour dire que, pour l'Aqmi et le reste des mouvements islamistes radicaux, la France était l'ennemi principal.

Le diplomate français, on le voit bien, enfourche la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui, tout en écartant l'intervention militaire dans le nord du Mali, a recommandé de mener la guerre aux terroristes qui y sévissent.

«A partir du moment où la légalité sera rétablie au Sud, il faut s'intéresser au Nord, c'est-à-dire qu'à un moment ou à un

autre, il est probable qu'il y ait utilisation de la force.» Cependant, Laurent Fabius a considéré que l'intervention, s'il advient, ne sera pas menée par la France mais par des pays africains avec un soutien international.

«La France pour des raisons évidentes ne peut pas être en première ligne de cette éventuelle intervention», a-t-il affirmé.

## Le Tchad ouvre la voie

Comme dans une sortie synchronisée avec le plaidoyer guerrier de Laurent Fabius, le Tchad affiche tout son enthousiasme à entendre la canonnière tonner dans l'Azawad.

Le président Idriss Deby Into, dans un entretien à *Jeune Afrique*, a souhaité la mise en place d'une force de l'Union africaine (UA), avec l'appui de l'ONU et de l'Otan, pour mener la guerre aux terroristes dans le nord du Mali.

«La bonne solution serait de mettre en place une force de l'UA avec appui de l'ONU comme en Somalie et avec l'aide logistique», a-t-il dit, précisant que son pays, le Tchad, n'enverra pas, lui, de troupes au Mali sous la bannière de la Cédéao. Une cédéao qui, il faut le rappeler, a été la première à



Photo : DR

Le MNLA veut accompagner une intervention militaire contre les groupes terroristes.

préconiser la levée d'une force africaine d'intervention dans le nord du Mali. L'organisation se dit toujours prête pour l'envoi d'une force forte de quelque 3 000 hommes.

Si elle n'est pas passée à l'action, c'est uniquement parce qu'elle n'a pas obtenu mandat auprès du Conseil de sécurité de l'ONU qu'elle a saisi à cet effet. Un Conseil de sécurité qui peut toujours réexaminer la demande et l'avaliser, puisqu'il a différé sa décision pour un complément d'information. D'ailleurs, un des porte-parole du département américain, Patrick Venterell, à qui la question a été posée, a répondu qu'il «y avait des options sur la table mais que les décisions n'ont pas été prises». Autrement dit, tout reste possible

## Le MNLA demande à être associé

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le premier à avoir lancé les offensives contre l'armée régulière du Mali pour la chasser des territoires du Nord, veut retrouver voix au chapitre en accompagnant une intervention militaire contre les groupes terroristes qui lui ont disputé, avec réussite, l'autorité sur l'Azawad.

Le mouvement se déclare même disposé à se faire violence et abandonner son projet d'indépendance de l'Azawad.

Il trouve d'ailleurs en le président tchadien un excellent avocat.

Ce dernier a soutenu, toujours dans *Jeune Afrique*, qu'«il faut sauver les Touareg du MNLA, avec qui on peut discu-

ter et qui sont en train de se faire englober par les islamistes, et négocier avec eux une sortie de crise qui ne soit pas une partition du Mali.

Et il faut combattre les terroristes avec une force suffisamment dissuasive».

Le président du Conseil transitoire de l'Etat de l'Azawad (CTEA), Bilal Ag Sharif, a lancé depuis Ouagadougou un cri de détresse, suppliant la communauté internationale de collaborer avec le MNLA pour venir à bout des groupes terroristes.

Le MNLA, un temps séparatiste, se déclare disponible pour une négociation avec Bamako, à travers une médiation internationale et régionale, sur les revendications légitimes du peuple de l'Azawad.

S. A. I.

## TIZI-OUZOU

## Meeting de Bouhadeh, Zenati, Kerboua, Mammeri et Bouakouir

*C'est sur l'esplanade de l'ex-hôtel de ville de Tizi-Ouzou et sous un soleil de plomb que Djamel Zenati, Ali Kerboua, M. Bouhadeh, Djoudi Mammeri et Samir Bouakouir, des anciens cadres dirigeants du FFS, réunis dans une démarche de contestation et d'opposition aux options et choix politiques de l'actuelle direction du parti de Hocine Aït-Ahmed, ont tenu leur meeting.*

Un meeting voulu comme celui de l'espoir, d'autant que sur le lieu choisi pour sa tenue plane comme un parfum de nostalgie puisque c'est sur cette même esplanade de l'ex-hôtel de ville qu'a eu lieu la lecture de la déclaration proclamant la naissance du FFS, il y a presque 49 ans, le 29 septembre 1963.

«Nous proclamons aujourd'hui la renaissance du FFS sur le lieu même de sa proclamation en 1963», dira S. Bouakouir, convoquant ainsi une symbolique historique pour les besoins de l'argumentaire développé durant le meeting par les orateurs qui se réclament de la ligne dure d'un FFS radicalement opposé au pouvoir. Tout en se défendant

de vouloir contrôler le FFS, les animateurs du meeting qualifient leur démarche de salutaire pour le parti «clientellisé» par la direction actuelle qui s'est compromise avec «l'aile la plus corrompue du pouvoir», dixit S. Bouakouir.

Les cinq animateurs du meeting ont dénoncé, avec presque les mêmes mots, les dérives de ceux qui, à leurs yeux, ont pris en otage l'appareil du parti, les accusant d'avoir passé un deal avec le pouvoir.

L'objet de cet arrangement n'est autre que la neutralisation et l'affaiblissement du FFS pour le détourner de son rôle historique de locomotive du changement et de l'alternative démocratique au pouvoir

actuel, selon Zenati, pour qui l'expérience appliquée avec succès avec les islamistes du MSP est en passe d'être rééditée avec le FFS. «Le pouvoir veut casser le FFS pour empêcher toute possibilité d'alternative démocratique», dira en substance l'ex-conseiller politique d'Aït-Ahmed et son directeur de campagne lors de l'élection présidentielle de 1999 qui reproche à Ali Laskri et à ses amis de la direction de «tourner le dos aux idéaux du parti».

Et de poursuivre, accusant, ceux qui veulent détourner le FFS du chemin tracé par Aït-Ahmed : «L'appareil du FFS vole au secours de l'Etat policier qui, de son côté, prépare l'Etat intégriste.»

Pour D. Zenati, la configuration de la scène politique issue des dernières élections législatives est dangereuse pour l'avenir du pays, décelant même derrière les choix stratégiques de Bouteflika des velléités de remise en scelle politiquement de l'islamisme radical.

«Les enjeux dépassent ceux d'un parti et ceux d'un appareil, c'est l'avenir de l'Algérie qui est en jeu», dira encore Zenati qui a dressé un bilan sombre des cinquante années de gestion du pays par les pouvoirs successifs.

Pour éviter l'impasse, «faire barrage, dira Bouakouir, au système qui menace la stabilité du pays», il y a nécessité pour les forces et tous les militants qui luttent pour la rupture et le changement de se regrouper au sein d'un large front démocratique.

L'idée de la tenue d'une conférence nationale sur la construction d'un pôle démocratique est lancée par les Zenati, Bouakouir, Bouhadeh, Kerboua et D. Mammeri qui annoncent la poursuite de leur initiative politique.

Des rencontres de proximité seront tenues avec les militants, rencontres qui auront comme objectif, la réhabilitation des idéaux du FFS.

S. A. M.

## TLEMCEM

## Des scouts algériens arrêtés, puis relâchés par les gardes frontières marocains

Les 19 scouts arrêtés sur la bande frontalière de Oued Kiss par les forces auxiliaires de l'armée marocaine ont été relâchés vendredi à 3h du matin. Rappelons que ce groupe de jeunes scouts venus de Baraki était en visite dans la région de Marsat Ben M'hidi. Et c'est au moment où ils s'apprêtaient à prendre des photos souvenir en compagnie de touristes marocains dans un endroit où les frontières se confondent, qu'ils furent interpellés.

Le groupe de scouts algériens fut acheminé vers la ville de Saïdya, station balnéaire de l'Oriental, limitrophe avec la plage de Marsat Ben M'hidi. Cependant, suite à la démarche des autorités algériennes, des instructions venues de Rabat ont été données pour le rapatriement des jeunes scouts algériens.

Selon les témoignages recueillis, les autorités de la province de Saïdya n'ont pas eu de comportement déplacé à l'égard de cette colonie algérienne qui s'est retrouvée par mégarde en territoire marocain.

M. Zenasni